

Mouvement national citoyen pour le climat Alternatiba Haïti

2015 - 2025

10 ans



© Groupe d'Action Francophone pour l'Environnement

Tous droits réservés, janvier 2026

Article 27 (D.9 janvier 1958). Quiconque aura publié, reproduit, exposé ou fait représenter, sans être muni du consentement écrit de l'auteur, ou de ses héritiers ou des ayants cause, une œuvre artistique, littéraire ou scientifique, dont il n'aurait pas acquis la propriété, est coupable du délit de contrefaçon et sera poursuivi et puni, conformément aux dispositions des articles 347, 348, 349, 350 et 351 du code pénal.



📍 53, Fermathe 53, Route de Kenscoff, Kenscoff, Haïti, W.I.

📞 (00.509) 2813-0759

✉️ contact@gafe-haiti.org

🌐 www.gafe-haiti.org

▶ YouTube GAFEHAITI

🌐 gafehaiti

Naissance du mouvement national citoyen pour le climat Alternatiba Haïti

Le mouvement national citoyen pour le climat Alternatiba Haïti est une **dynamique citoyenne de mobilisation autour du dérèglement**

climatique et de promotion des alternatives concrètes,

portée par des militant-es pour le climat, à travers des groupes locaux Alternatiba.

Il ne possède aucun statut légal ; il n'est ni une association ni

une organisation non gouvernementale. Il est une structure autonome, libre de définir ses propres stratégies et méthodes d'actions.

Le mouvement national citoyen pour le climat Alternatiba Haïti est né en 2015, année de la COP 21 à Paris qui a réuni les chefs d'Etat du monde entier autour de la problématique climatique.

Le mouvement national citoyen pour le climat Alternatiba Haïti est connecté aux dynamiques Alternatiba en France et ailleurs dans le monde.

Le mot d'ordre du mouvement est :

Changeons le système pas le climat !



Le système que le mouvement dénonce c'est le capitalisme et la société de surconsommation.

C'est le système des inégalités sociales et des injustices.

Le système de la corruption et de l'impunité.

Le mouvement national citoyen pour le climat Alternatiba Haïti est un mouvement inclusif, démocratique et égalitaire.

La force du mouvement repose sur la discipline, les principes et le respect de la charte des Alternatiba et de la charte du mouvement national citoyen pour le climat Alternatiba Haïti.

Objectif

Montrer toutes les solutions possibles pour s'attaquer aux causes du dérèglement climatique, au niveau local comme au niveau global en :

- Plaidant pour la transition écologique
- Multipliant les Villages des alternatives un peu partout en Haïti
- Développant la conscience citoyenne et le pouvoir-agir individuel et collectif



Fonctionnement du mouvement national citoyen pour le climat Alternatiba Haïti

Au moins deux fois par an, les référent-es des groupes locaux se réunissent en Coordination Nationale qui est l'instance de décision du mouvement.

Le mouvement national citoyen pour le climat Alternatiba Haïti est un mouvement non-violent. Il repose sur l'inclusion, la bienveillance, la sincérité, l'engagement, les convictions et le respect des personnes et de l'environnement.

Le mouvement national citoyen pour le climat Alternatiba Haïti fonctionne sur deux jambes :



Le mouvement porte le **Pacte pour la Transition Ecologique et Sociale** qui se décline selon cinq axes:

- Axe 1: Climat et biodiversité
- Axe 2: Justice sociale et solidarités
- Axe 3: Démocratie et citoyenneté
- Axe 4: Administration publique
- Axe 5: Économie

Le pacte est un document élaboré au cours d'un long processus ayant impliqué des citoyen-nes dans les dix départements du pays.

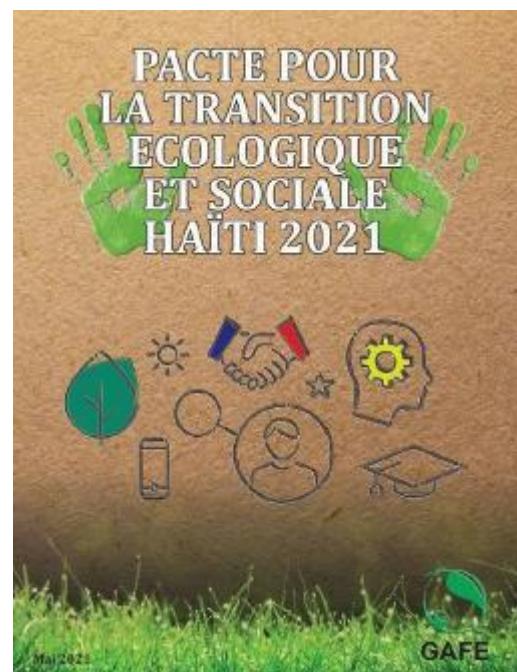
Les mesures ont été proposées par 789 citoyen-nes rencontré-es lors de sept forums et trois ateliers citoyens entre 2019 et 2020.

Alternatiba Haïti plaide pour le **bannissement total, définitif et inconditionnel des contenants alimentaires à usage unique en polystyrène expansé** et exige la stricte application de l'arrêté de 10 juillet 2013 qui interdit la fabrication, l'importation, la commercialisation et l'utilisation des produits en Styrofoam.



Alternatiba Haïti organise des **Villages des alternatives** qui offrent une vitrine à des porteurs d'initiatives concrètes pour le climat dans des domaines aussi variés que l'agriculture, l'alimentation, l'énergie, la gestion des déchets, l'engagement citoyen.

Ils sont des espaces de rencontres avec des débats et des conférences, des expositions et des animations pédagogiques et culturelles dans une ambiance conviviale.



Suivre d'autres voix

Le 12 décembre 2025, le GAFE Haïti, Alternatiba Haïti, l'Espace national d'organisations de la société civile revindicative en Haïti et le Rezo Jèn Aktif Pou Yon Lòt Ayiti ont été associés à une action non violente spectaculaire pilotée par ANV Action non-violente COP21 et Alternatiba à Paris pour rappeler aux dirigeant-es du monde qu'il y a urgence climatique.

« *La crise climatique dépasse les frontières, les croyances et les cultures. L'humanité est mise en péril par des connivences politico-économiques à l'échelle internationale et qui convoitent les ressources naturelles de pays rendus vulnérables comme Haïti. Ce qui sauvera le climat et la vie sur Terre, ce sont*

des politiques publiques audacieuses, à la hauteur des enjeux contemporains et futurs, basées sur la fraternité et la solidarité et portées par des personnalités intègres et des citoyens concernés qui donnent de la voix », affirme David Tilus, militant à Alternatiba Haïti.



Depuis 2021, Haïti n'en finit pas de s'enfoncer dans les profondeurs obscures du sordide et de la violence. Des groupes armés liés au narcotrafic international contrôlent le pays, massacrant des communautés et anéantissant les moyens de production, pendant qu'une économie du crime s'installe sur fond de corruption et de contrebande.

Le nombre de personnes déplacées en Haïti atteint 1,4 millions. Les Haïtiens et les Haïtiennes sont expulsé-es massivement de République dominicaine et des Etats-Unis dans des conditions abjectes. L'aéroport international est fermé.

Les Résolutions des Nations-Unies et les négociations régionales n'y changent rien. Les Haïtiens et les Haïtiennes sont livrés à eux-mêmes.

Dans ce contexte, la lutte pour le climat peut sembler bien secondaire. Et pourtant, la crise climatique est une problématique hautement politique qui implique des dirigeant-es intègres et des citoyen-nes concerné-es. Climat et démocratie, même combat !

A tous ceux et toutes celles qui se sentent découragé-es par les mensonges politiques, les privations de toutes sortes et les injustices, et bien, d'Haïti, ce petit bout d'île à l'histoire unique et au peuple indomptable, nous vous disons qu'il y a espoir !

L'espoir c'est la mobilisation citoyenne pour le climat et la démocratie. L'espoir c'est l'organisation des résistances sur les territoires. L'espoir c'est la convergence des luttes sociales et écologistes au-delà des frontières.

L'espoir c'est l'action ! L'espoir c'est la résistance ! L'espoir c'est la lutte contre la corruption et l'impunité ! L'espoir c'est de dénoncer les injustices et les mensonges !

Pendant que certain-es s'acharnent à humilier le peuple haïtien, à le martyriser, à le déshumaniser sous couvert d'aide humanitaire, à lorgner sur ses ressources naturelles, des citoyen-nes et des organisations de la société civile haïtienne s'organisent et préparent la transition écologique et sociale sur les territoires en aiguisant la pensée critique et en rendant leur pouvoir d'agir aux Haïtiens et aux Haïtiennes.



Ainsi, le Groupe d'Action Franco-phone pour l'Environnement, le Mouvement national citoyen pour le climat, Alternatiba Haïti, l'Espace national d'organisations de la société civile revendicative en Haïti et le Réseau des Jeunes Actifs pour une Autre Haïti se réapproprient l'espace public pour faire pression sur les décideurs politiques et la Communauté Internationale avec des actions collectives citoyennes non violentes

pour dénoncer des projets aberrants comme une Constitution qui n'inclurait ni l'environnement ni le climat ou l'exploitation d'une mine d'or dans le Nord-Ouest de la République dominicaine qui aura des impacts négatifs irréversibles sur les écosystèmes et les communautés en Haïti.

Des élections sont programmées en 2026. L'échéance est cruciale pour la démocratie, pour nous comme pour vous, pour faire émerger une nouvelle classe politique, jeune et féminine à la condition que le contexte soit propice et serein pour que les règles constitutionnelles soient applicables.

Alors, si vous entendez ce que nous entendons, si vous voyez ce que nous voyons, si vous ressentez l'amour que nous ressentons pour la Vie, bougez-vous, reprenez le contrôle et rejoignez-nous ! La démocratie c'est nous !



10 conférences



23 intervenants

6^{ème} édition du Village Alternatiba

CONFÉRENCES



Plus de 1 066 participant-es

Impacts potentiels sur l'environnement et les communautés en Haïti des activités minières de la compagnie canadienne Unigold en République dominicaine

David Tilus, Groupe d'Action Francophone pour l'Environnement (modérateur)

Origène Louis, Tèt Kole Ti Peyizan Ayisyen

L'organisation haïtienne Tèt Kole Ti Peyizan Ayisyen est investie dans la lutte contre l'extractivisme depuis 2013 car il constitue un danger environnemental et social.

L'insécurité et le projet de référendum auraient dû ouvrir la voie aux entreprises multinationales pour exploiter les gisements de minéraux en Haïti.

Sous sa présidence, Joseph Michel Martelly a accordé plus de 300 permis d'exploration et plus de 50 permis d'exploitation pour des gisements localisés notamment à Mont-Organisé, Roche-Plate (Trou-du-Nord), Camp-Cop (Limbé), Cadouche...

Les gisements sont principalement situés dans les régions montagneuses sur les terres exploitées par des paysans.

A Camp-Coq, si une mine à ciel ouvert devait être exploitée, la rivière serait coupée pour



20 ans, il y aurait un fort exode rural car la couche arable serait « décapée » sur une surface de 100 carreaux et l'agriculture serait impraticable. La mine accaparerait l'eau pour extraire l'or et la nappe phréatique serait empoisonnée par le cyanure, ce qui provoquerait des maladies et des malformations. De nombreuses personnes et animaux mourraient.

Il faut donc faire preuve de vigilance. Depuis 2013, Tèt Kole Ti Peyizan Ayisyen et ses partenaires mobilisent les communautés là où des projets miniers les menacent.

Il n'existe aucun exemple d'exploitation minière qui apporte un changement positif pour le territoire où elle est installée.

Milostène Castin, Action pour la Reforestation et la Défense de l'Environnement

L'exploitation des ressources naturelles est à mettre en parallèle avec l'exploitation des êtres humains au cours de l'Histoire d'Haïti.

Tout a commencé à la période coloniale qui est marquée par l'extermination (génocide) des Autochtones et la mise en esclavage pour l'exploitation de l'or.

Après l'indépendance, Dessalines prend des mesures contre le déboisement. Il avait posé

le problème terrien dans le cadre d'un rapport social et économique pour créer une société égalitaire. Il a été assassiné pour cela.

Le Roi Charles X propose un Concordat pour rançonner Haïti (double dette de l'Indépendance). Boyer, qui était un affranchi, et qui jouissait à ce titre de certains priviléges, a donné son accord. Comme Haïti n'avait pas assez de ressources pour payer la « dette », le code rural de 1806 (qualifié de deuxième code noir) imposait aux paysans de couper les cafiers et les campêches ou d'effectuer des corvées.

Sous l'occupation étasunienne, de 1915 à 1918, la Constitution haïtienne a été modifiée pour accorder le droit de propriété aux étrangers qui s'accaparent alors les terres et lancent de vastes campagnes de déboisement. Les premières études sur le potentiel minier d'Haïti sont menées.

Plus récemment les politiques néolibérales et les ajustements structurels ont sacrifié la production locale. Les cochons créoles sont masacrés et les cafiers arrachés au profit des parcelles vivrières.

Mais dans l'Histoire d'Haïti, il y a des résistances. Six sénateurs se sont opposés à l'exploitation minière et ont décrété une période moratoire.



Trou-du-Nord par exemple est une commune convoitée.

En République dominicaine, une compagnie canadienne, la Unigold, détient un permis d'exploration pour la concession Neita, à la frontière. Aucune autorité, ni locale, ni nationale ne s'exprime sur le projet. C'est le silence total! Pourtant une éventuelle exploitation de mines d'or impactera négativement la population haïtienne. Un couloir de communication entre les autorités haïtiennes et dominicaines doit être mis en place pour exiger des informations. C'est notre droit!

Germain Clerveau, Service Jésuite aux Migrants

En Haïti il n'y a pas de levier pour faire face aux multinationales, ce qui n'est pas le cas en République dominicaine. Entre 2009 et 2011, l'intervenant était étudiant en République

dominicaine. A cette époque c'était la compagnie canadienne Barrick Gold qui exploitait la mine de Pueblo Viejo. Elle a laissé un héritage assez lourd avec des déplacements de population, la contamination des rivières et des poissons, des maladies de peau, des inondations. En contrepartie des impacts négatifs causés, la compagnie a construit trois hôpitaux et des maisonnettes mais les dégâts sont irréversibles.

Le permis d'exploration a été accordé à la Unigold en 2002 pour évaluer la quantité de minerais de la concession de Neita, là où prend naissance la rivière Massacre et d'autres cours d'eau.

En cas d'exploitation, les eaux seront contaminées, tout comme les êtres vivants qui en dépendent. De plus l'extraction de l'or demande beaucoup d'eau. L'utilisation de la ressource en eau impliquera un dialogue entre les deux pays. La surface dont il est question est environ de 10 900 hectares. La frontière ne protègera pas Haïti!



Rencontre intercommunale Ouanaminthe—Capotille sur la gestion des mines de sable sur la rivière Massacre et la délimitation territoriale

David Tilus, Groupe d'Action Francophone pour l'Environnement (modérateur)

David Telcy, Centre National de l'information Géo-Spatiale (CNIGS)

Le CNIGS est une Institution publique autonome créée par le décret du 27 mars 2006, et placée sous la tutelle du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE).



La mission du CNIGS est de produire et diffuser l'information géographique actualisée et fiable sur tout le territoire national par l'utilisation de technologies modernes appropriées, garantissant la mise à disposition de méthodes, d'outils, de produits et de formation devant supporter la planification des actions de développement durable du pays.

Le CNIGS travaille sur tout ce qui a rapport aux espaces territoriaux. Il ne crée pas les espaces mais agit sur eux. La délimitation d'une commune se fait uniquement par un arrêté officiel. Parmi les causes qui sont souvent à la base des conflits territoriaux, l'intervenant évoque:

- La configuration géographique
- La dimension politique (bureau électoral)
- La taille de la population

- L'accessibilité aux services socio-administratifs

Pierre Hervé, Desgraviers Gaillot, Jose Tidé, Mairie de Ouanaminthe

Le panel est conscient des divers problèmes qui existent entre les communes de Ouanaminthe et Capotille.



Adrien Eugène, Lahisner Pierre, Mairie de Capotille

La mairie expose les problèmes principaux liés au non respect de la délimitation des deux communes :

- 95% des machines qui exploitent démesurément le sable dans la rivière viennent de Ouanaminthe;
- Lors des campagnes de vaccination ou autres campagnes liées à la santé, tout



vient de Ouanaminthe, même les personnels viennent de Ouanaminthe...



La mairie de Capotille propose de:

- Créer un partenariat entre les deux communes pour travailler dans l'intérêt des deux communes;
- Créer une unité fonctionnelle de BSAP pour contrôler et protéger les ressources naturelles et limiter les dégâts dans les mines de sables;

« Aujourd'hui je me sens vraiment content d'assister à une telle rencontre. C'est pour la première fois que les deux mairies se réunissent pour discuter. Ce conflit entre les deux communes dure déjà depuis 39 ans et j'espère vraiment que cette rencontre sera la base d'un changement qui dure de génération en génération. »

**Prud'homme James
membre de la société civile de Capotille**

- Mettre sur pied une compagnie légale de traitement et de gestion du sable et du gravier;
- Mettre en place une campagne de sensibilisation et de promotion pour la protection de l'environnement;
- Rechercher des partenariats internationaux et mettre des balises afin que les projets internationaux soient exécutés suivant les besoins et les intérêts des gens de la communauté.

Résolutions conjointes:

1. Crédit d'un espace de rencontre et de travail entre les deux mairies;
2. Crédit d'une commission entre les deux mairies pour trouver des solutions à la problématique de l'exploitation des mines de sable sur la rivière Massacre;
3. Crédit d'une commission entre les deux mairies pour interpeller la Direction des Collectivités Territoriales du Ministère de l'Intérieur pour clarifier les limites des deux communes



Agroécologie et biodiversité: quelles interactions?

Igenel JEAN-BAPTISTE, Tèt Kole Ti Peyizan Ayisyen

Définition

L'agroécologie vise à utiliser au maximum la nature comme facteur de production en maintenant ses capacités de renouvellement.

L'agroécologie comme mouvement

L'agroécologie comme mouvement apparaît en Amérique latine, lorsque des mouvements sociaux commencent à s'intéresser aux pratiques agroécologiques. C'est le cas, au Brésil, du mouvement de l'agriculture alternative et du mouvement des sans-terres, qui constatent dans les années 1980-1990 l'incapacité des paysans à sortir de la misère, même après l'accès à la terre, en raison d'une production trop faible et d'une incapacité à acheter des intrants. Ils se tournent alors vers les pratiques agroécologiques.

Ces mouvements développent une approche explicitement politique de l'agroécologie, comme dans la déclaration du Forum International sur l'agroécologie de 2015 : « L'agroécologie est politique ; elle nous demande de remettre en cause et de transformer les structures de pouvoir de nos sociétés. Nous devons placer le contrôle des semences, de la biodiversité, des terres et territoires, de l'eau, des savoirs, de la culture, des biens communs et des espaces communautaires entre les mains de celles et ceux qui nourrissent le monde ».



Dimensions de l'agroécologie

– La dimension scientifique

Elle étudie les interactions au sein des écosystèmes agricoles, comme les sols, les plantes et les animaux.

– La dimension pratique

Elle se traduit par la mise en œuvre de pratiques et de techniques favorisant la durabilité, comme l'agriculture familiale et l'utilisation de la génétique et des biotechnologies pour améliorer la résilience des cultures face aux stress.

– La dimension sociale et politique

L'agroécologie promeut la justice sociale, soutient l'identité culturelle et renforce l'accès équitable aux ressources, les liens sociaux, notamment pour les agriculteurs familiaux.

Principes et objectifs

– Optimisation des interactions naturelles

Utiliser les mécanismes naturels pour une production agricole améliorée.

– Réduction des intrants

Diminuer la dépendance aux engrains et pesticides de synthèse grâce à des systèmes basés sur des énergies renouvelables et le stockage du carbone.

– Préservation des écosystèmes

Assurer la protection des sols, de la biodiversité et des services écosystémiques essentiels à long terme.



– *Adaptation au changement climatique*

Réduire les émissions de gaz à effet de serre et aider les populations vulnérables à s'adapter aux événements climatiques extrêmes.

– *Renforcement de la souveraineté alimentaire*

Soutenir la production alimentaire locale et diversifiée, notamment celle des agriculteurs familiaux qui jouent un rôle clé dans l'alimentation mondiale.

Miguel Altieri propose cinq principes pour développer les pratiques agroécologiques :

1. Permettre le recyclage de la biomasse et des nutriments ;
2. Maintenir des conditions de sol favorables à la croissance végétale, en maintenant un niveau de matière organique suffisant dans le sol ;
3. Optimiser l'utilisation des ressources (eau, sol, lumière, nutriments) et minimiser leurs pertes ;
4. Augmenter la diversité des espèces et des variétés cultivées, dans l'espace et dans le temps ;
5. Favoriser les interactions positives entre les différents organismes présents dans l'agroécosystème (facilitation écologique).

Principales pratiques agroécologiques

- L'accroissement de la biodiversité en évitant les monocultures qui ont besoin d'intrants en énergie, pesticides et engrais.
- Le non-travail du sol qui respecte sa structure et maintient les populations des divers micro-organismes et animaux dans les horizons du sol. Des techniques comme le non labour ou le paillis sont encouragées.

– La fertilisation obtenue au moyen des engrais verts, de compost ou de digestat. L'objectif est le maintien d'un taux d'humus élevé assurant une fertilité durable et garantissant une alimentation hydrique plus régulière.

- Les traitements phytosanitaires naturels, réduits au minimum, biodégradables et traditionnellement utilisés dans la lutte contre les parasites.
- La présence d'antagonistes des pathogènes et ravageurs telluriques peut être favorisée.
- L'utilisation de plantes constituant une barrière physique au déplacement des ravageurs.
- La lutte biologique.
- La sélection des variétés les plus adaptées aux terres cultivées, espèces locales reproductibles localement qui permettent une véritable autonomie.
- L'économie et l'optimisation de la consommation d'eau et de l'irrigation.
- La source d'énergie mécanique ou animale pour éviter le gaspillage d'énergies et les équipements coûteux, sans nier le progrès mais en l'ajustant aux réalités.
- Les aménagements pour lutter contre l'érosion des surfaces et utiliser les eaux de pluie, recharger les nappes phréatiques.
- L'agroforesterie peut être utilisée pour diversifier les productions, réguler les flux hydriques.
- Un meilleur couplage de l'élevage avec les productions végétales.
- Les haies vives pour la protection des terres cultivées.
- Le reboisement des terrains non utilisés.
- La réhabilitation des savoir-faire traditionnels et la gestion écologique économique.

Biodiversité et développement durable en Haïti, dispositif financier pour les acteurs locaux

Hythéard Charlemagne Jeudy,

Fonds Haïtien pour la Biodiversité

Le Fonds Haïtien pour la Biodiversité (FHB), officiellement publié dans le Moniteur du 30 avril 2020, est établi depuis octobre 2018. C'est une institution à but non lucratif qui jouit de la personnalité juridique et de tous ses attributs. Il vise à faciliter le financement à moyen et long termes, d'initiatives et d'actions portées par les acteurs locaux pour la conservation, la préservation de la biodiversité en Haïti ainsi que le développement durable.

Le FHB a pour but de collecter, gérer, monétiser, canaliser et fournir des fonds pour l'accomplissement de la mission suivante : « Soutenir la conservation de la biodiversité et le développement durable associé pour la population d'Haïti en fournissant un financement de la conservation à long terme. »

Le FHB est une institution de financement durable de la biodiversité et de l'environnement.

Il est indépendant, apolitique et philanthropique. Il est orienté vers les résultats et le partenariat. Il prône les principes de bonne gouvernance,

l'utilisation efficace et transparente des fonds mobilisés par la mise en œuvre d'indicateurs concrets de performance et de gestion.

Le Fonds Haïtien pour la Biodiversité dispose de programmes de subventions destinés au soutien d'initiatives locales visant la conservation et la préservation de la biodiversité en Haïti.



Retour d'expérience: Mutuelles solidarité (MUSO), une alternative solidaire de financement local dans le Haut Nord-Est d'Haïti

Odrinx Similien, Poliner Augustin, Sant pou la Kilti ak Devlopman Karis (SKDK)

SKDK considère les MUSO comme:

- Une alternative locale d'autofinancement, d'épargne et de crédit créée et gérée par ses propres membres;
- Une forme d'organisation (association) communautaire où les membres mettent en commun leurs ressources financières et sociales pour s'entraider, améliorer leur bien-être individuel et collectif.

Caractéristiques d'une Mutuelle de Solidarité

- Des membres d'une même communauté locale : 15 à 30 membres par groupe;
- Système d'épargne collective : caisse verte;
- Fonds de subvention (parfois) : caisse bleue;
- La solidarité sociale, l'entraide : caisse rouge ou secours;
- Système de crédit solidaire issu des épargnes des membres...

Fonctionnement d'une Mutuelle de Solidarité

- Mode de fonctionnement ordinaire: rencontres mensuelles, bimensuelles, assemblées;
- Comité de gestion de trois à cinq membres;
- Et des outils de travail : fiches /cahiers des cotisations des membres, fiches/ cahier de crédit, cahier des procès-verbaux de réunions...

Importance

Les MUSO sont une alternative de financement pour les familles paysannes en contexte de crise (choléra, coronavirus, insécurité généralisée, dérèglement climatique).

Le financement des MUSO est utilisé dans le commerce, l'agriculture et les frais de scolarité respectivement à hauteur de 65%, 19% et 13%.

68% des membres des Mutuelles de Solidarité dans le haut Nord-Est d'Haïti sont des femmes.

Années¤	Membres/sexe¤			Groupes¤	Capitaux- (gourdes)¤	Fonds-crédits- (gourdes)¤	Bénéficiaires-de-crédit- par sexe¤		
2019¤	Total¤	F¤	H¤	¤	¤	¤	Total¤	F¤	H¤
	1122¤	787¤	335¤	28¤	3,424,236¤	3,150,421¤	921¤	656¤	265¤
2025¤	1609¤	1092¤	517¤	37¤	24,647,929¤	23,503,670¤	1208¤	868¤	340¤
Aug¤	487¤	305¤	182¤	9¤	21,223,693¤	20,353,249¤	287¤	212¤	75¤
%-aug.¤	43¤	27¤	16¤	32¤	620¤	646¤	31¤	23¤	8¤

Expérience de SKDK de 2019 à 2025





Résolutions

Structuration

Il est important de travailler sur le renforcement social des MUSO. Leur structuration en réseau/coordination (communale, intercommunale, régionale) leur permettra de résister aux éventuelles attaques, mais aussi de renforcer leur statut social, leur mode de gestion, capital, leur fonds de crédit et de pouvoir plaider pour un accompagnement soutenu de l'Etat.

Diversification économique

Les Mutuelles représentent une source de financement incontournable pour les familles paysannes, les femmes surtout du monde rural et c'est encore plus important en contexte de crise. Il serait important de travailler avec les membres pour que les MUSO ne constituent pas une source d'endettement pour leurs membres. Il faut accompagner les bénéficiaires de crédit à investir leur crédit dans d'autres initiatives économiques durables.

Durabilité

Mityel pa kraze (les MUSO ne se cassent pas). C'est important de travailler sur l'aspect de la durabilité des MUSO en réponse à d'autres initiatives en cours dans les mêmes localités et qui fonctionnent de manière différente (*yo kraze chak ane pou rekòmanse ankò*). Ce n'est pas durable si les groupes de MUSO se cassent chaque année pour recommencer à zéro.

Intégration des jeunes

Il est important de développer des approches stratégiques pour l'implication des jeunes dans les MUSO.

Table ronde

Expulsion massive des migrant-es

Youdinx Joseph, Office National de la Migration

La migration est définie comme le fait de se déplacer d'un pays à un autre ou d'une région à une autre. La migration interne, qui se déroule à l'intérieur d'un même pays, est à distinguer de la migration externe, qui implique le fait de se déplacer dans un autre pays.

Une personne peut migrer pour diverses raisons: économiques, sociales, politiques ou environnementales. Migrer est un phénomène naturel et légitime. Toutefois, les véritables enjeux apparaissent lorsque la migration se fait de manière irrégulière, exposant ainsi les migrants à des situations de grande vulnérabilité. Le contexte socio-politique difficile d'Haïti pousse de nombreux citoyens à quitter le pays à la recherche de meilleures conditions de vie.

Plusieurs enjeux critiques sont liés à la migration, notamment les déportations massives, le non-respect des protocoles humanitaires, les abus et violations des droits humains, ainsi que la persistance de souvenirs douloureux tels que le massacre de 1937 ou encore les conditions de vie précaires et clandestines auxquelles sont confrontés de nombreux migrants haïtiens à l'étranger.



En août 2025, 10 582 migrant-es haïtiennes ont été rapatrié-es depuis la République dominicaine, illustrant ainsi l'ampleur du problème.

Germain Clerveau, Service Jésuite aux Migrants

La dégradation progressive des terres agricoles et la baisse de la productivité poussent de nombreux Haïtiens dont des agriculteurs à quitter leur milieu d'origine à la recherche de meilleures conditions de vie.

Le phénomène implique des conséquences profondes telles que la diminution de la production agricole nationale, la fuite des cerveaux et la désintégration du tissu social dans plusieurs communautés rurales.

La question migratoire revêt un caractère vital et urgent. De nombreux migrants haïtiens subissent des injustices, des mauvais traitements et des violences aux frontières. A Capotille, huit migrants haïtiens auraient été tués par des gardes dominicains alors qu'ils tentaient de traverser illégalement la frontière à la suite d'accusations de vol de bétail.

Le Père Clerveau plaide pour une approche humaine, solidaire et concertée de la migration, afin de protéger la dignité et les droits fondamentaux des migrant-es haïtien-nés.



Engagement citoyen et leadership communautaire

Dieupuissant Florida, Ones Jean, Campus Henry Christophe de Limonade, Université d'Etat d'Haïti

L'agriculture occupe une place centrale dans l'économie haïtienne et dans la vie des communautés rurales par les services qu'elle rend comme la production alimentaire, l'emploi, le maintien de la biodiversité et la protection de l'environnement.

La souveraineté alimentaire est un enjeu majeur pour Haïti, en opposition à la dépendance aux importations.

La souveraineté alimentaire est considérée comme le droit des peuples à définir leurs politiques agricoles et alimentaires.

L'autosuffisance alimentaire est la capacité d'un pays à produire ce dont il a besoin pour nourrir sa population.

Il y a un lien entre l'engagement citoyen et le leadership communautaire pour soutenir une agriculture durable, inclusive et résiliente face aux défis climatiques.

La mobilisation communautaire pour la défense du droit à l'alimentation et la construction d'un modèle de développement centré sur l'agriculture est primordiale.

La conférence a permis de mettre en relief la

nécessité de penser l'agriculture non seulement comme une activité économique, mais comme un levier stratégique de souveraineté et de résilience. Les professeurs Florida et Jean invitent les jeunes, les leaders communautaires et l'ensemble des citoyens à s'engager activement dans la promotion et la défense de l'agriculture locale, afin de bâtir un avenir plus autonome et solidaire pour Haïti.

Principaux messages

L'agriculture doit être reconnue comme un secteur fondamental du développement national.

La souveraineté alimentaire constitue une condition essentielle à la dignité, à l'indépendance économique et au bien-être social.

Le leadership communautaire et l'engagement citoyen sont indispensables pour accompagner les initiatives agricoles, renforcer les capacités locales et défendre les intérêts des communautés rurales.

Face au changement climatique, l'action collective est un levier incontournable pour garantir la sécurité et la justice alimentaire.



La gestion des déchets, défis et opportunités en Haïti

Adler Jean, Institut linguistique et technologique d'Haïti

En Haïti, la crise des déchets est devenue un défi majeur pour la santé, l'environnement et l'avenir économique. Cependant, derrière ces difficultés se cachent aussi de véritables opportunités si nous décidons d'agir collectivement.

Parmi les principales causes de la prolifération des déchets: la consommation croissante de plastiques non biodégradables, l'absence de système efficace de gestion des déchets, la faible sensibilisation des citoyens et le manque de responsabilité collective, l'urbanisation rapide et mal planifiée.

Défis

- Manque d'infrastructure adéquate de collecte et de traitement de déchets
- Accumulation de déchets dans les rues
- Risques sanitaires élevés (maladies liées aux eaux souillées, moustiques, rats etc.)
- Dégradation des paysages et des obstacles au tourisme

La prolifération des déchets a de profondes conséquences telles que la pollution des rivières, des canaux et littoraux, l'augmentation des maladies (choléra, diarrhée, infections respiratoires), la menace sur la biodiver-

Opportunités

- Création d'emplois dans la collecte, le tri, le recyclage et la valorisation d'un environnement vert et viable
- Production d'énergie à partir des déchets (biogaz, compost, charbon biologique)
- Éducation environnementale et mobilisation citoyenne
- Développement d'un secteur économique circulaire et durable

Quelques solutions

Au niveau communautaire

- Encourager le tri sélectif et la réduction des déchets à la source
- Créer des coopératives locales pour la collecte et le recyclage
- Valoriser les déchets organiques en compost pour l'agriculture

Au niveau institutionnel

- Mettre en place des politiques publiques de gestion durable des déchets
- Développer des partenariats public-privé pour financer les infrastructures
- Renforcer la législation contre l'usage abusif du plastique

Au niveau éducatif

- Intégrer l'éducation environnementale dans les écoles
- Sensibiliser à travers les médias, les associations et les campagnes citoyennes

sité marine et terrestre, la diminution de l'attractivité du pays pour le tourisme et les investissements...

La crise des déchets en Haïti n'est pas une fatalité. C'est une opportunité de transformation vers un avenir plus propre, plus sain et plus solidaire. Protéger notre environnement, c'est protéger notre santé, notre économie et surtout l'avenir de nos enfants. Ensemble, nous pouvons transformer ce problème en richesse collective et bâtir une Haïti plus verte, plus sûre et plus digne.

Pour terminer, laissez-moi reprendre les mots d'Albert Camus qui a déclaré : « la vraie générosité envers l'avenir consiste à tout donner au présent. » Alors donnons aujourd'hui nos gestes, nos choix et notre engagement pour qu'Haïti respire à nouveau, pour que notre monde ne se défasse pas.

Approche basée sur les écosystèmes

Jeannot Benet, Pierrat Montrevil, Concert'Action

Concert-Action met en œuvre, dans les communes de Borgne (Nord) et de Vallières (Nord-Est), un projet de huit ans pour promouvoir l'adaptation au changement climatique selon l'approche basée sur les écosystèmes (AbE), tout en protégeant l'environnement. Ce projet comporte 5 grands résultats :

I-Elaboration participative des plans AbE

Deux plans d'adaptation basés sur les écosystèmes (AbE) ont été élaborés. Ils définissent et priorisent les mesures locales d'adaptation au changement climatique à mettre en œuvre dans les zones d'intervention.

II-Restauration de services écosystémiques

Plusieurs actions de restauration ont été mises en œuvre : établissement de lots boisés d'au moins 100 plants forestiers, de petits vergers d'au moins 25 fruitiers et de parcelles agroforestières à base de café et de cacao, ainsi que l'aménagement de parcelles de conservation de sols avec rampes. Ces interventions, combinant reboisement, agroforesterie et techniques de conservation, contribuent à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique. Elles réduisent l'érosion, protègent les versants et offrent des bénéfices économiques et alimentaires aux communautés, tels que la production d'ananas, de canne à sucre et de fourrage (herbe éléphant) pour le bétail.

III-Pratique de production adaptée et durable

Des alternatives productives ont été introduites afin de concilier adaptation au changement climatique et amélioration des revenus des ménages. Il s'agit notamment de la mise en place de 593 tonnelles de production de grenadines, de 549 bacs à compost et de cultures maraîchères diversifiées. Ces pratiques, en plus de favoriser la restauration des écosystèmes, offrent des retombées économiques rapides.

IV-Renforcement de la gouvernance et des capacités locales dans la planification environnementale

Le renforcement inclut la mise en place de deux structures locales de gouvernance (conteneurs locaux ou comités d'AbE locaux), la sensibilisation de 2 836 élèves aux enjeux environnementaux, ainsi qu'une collaboration avec le Ministère de l'Environnement à travers ses directions départementales. Des formations ont aussi été offertes aux autorités locales, leaders communautaires et membres de groupements, en parallèle avec la diffusion de spots radiophoniques sur l'AbE, le changement climatique et la protection de l'environnement (Vallières).

V-Accompagnement technique d'autres acteurs locaux et développement de modèles de réPLICATION

Trois visites d'échange ont été organisées avec des partenaires du Nord-Ouest (ADAG, AFD, COPBB, GRADAID, UPTKMA). Parallèlement, Concert-Action a étendu la mise en œuvre de projets similaires dans d'autres communes, notamment à Port-Margot, Bas-Limbé et Acul-du-Nord.

Conclusion et perspectives

Accompagnement des groupements d'agriculteurs dans l'élevage semi-intensif de caprins et l'apiculture, la mise en place de deux centres de transformation de produits agricoles (à Borgne et à Vallières), ainsi que la réalisation de séances de sensibilisation sur l'AbE et la gestion des risques de désastre (GRD) auprès des élèves. Par ailleurs, des spots radiophoniques seront diffusés sur l'AbE, le changement climatique et la protection de l'environnement dans la commune de Borgne, et un appui sera accordé pour renforcer et autonomiser les groupes de « conteneurs locaux / comités d'AbE locaux ». Ces actions permettront d'ancrer davantage les acquis du projet, de consolider la résilience communautaire et de garantir la durabilité des interventions.



Importance de l'arbre véritable (*Artocarpus Altilis*)

Abens Desravines, Annol Phylidor, Jean Nedy Dulverne, Fondation pour le Développement et le Renforcement des Initiatives de Base

Dérèglement climatique

L'arbre sur pied contribue à la lutte contre le dérèglement climatique.

Construction

Le bois, solide, est utilisé pour la fabrication de meubles et d'objets artisanaux.

Pafwa yo rele li "fwi kont grangou".

Sécurité alimentaire

Un seul fruit peut nourrir plusieurs personnes. Il est un auxiliaire de la sécurité alimentaire.

Santé

Les feuilles, les racines et le jus ont des vertus antioxydantes utilisées en médecine traditionnelle contre les maladies de peau, la diarrhée ou la tension.

Le fruit est riche en vitamines A, C et B6; en fibres, en protéines, en acides gras Omega 3 et 6.



De plus il peut être transformé en farine, jus, chips...

Grillée, la fleur soulage les rages de dents.

Mâchée, la feuille aide à guérir les infections bénignes dans la bouche ou sur la langue.

Le fruit est riche en fibres alimentaires qui permettent de diminuer le cholestérol, l'obésité, la pression artérielle. Les fibres protègent les muqueuses du colon. Elles empêchent les maladies liées à la digestion comme les brûlures d'estomac, l'acidité, les ulcères et les inflammations stomacales tout en éliminant les toxines de l'intestin.

Le jus du fruit donne à la peau un éclat de jeunesse! Il est riche en vitamine C qui facilite la production de collagène qui donne à la peau des propriétés élastiques.

Des scientifiques chinois estiment que la feuille de l'arbre véritable serait utile pour résoudre des problèmes cardiovasculaires. En infusion, la feuille sert à traiter des dommages aux reins. Elle diminue l'acidité et la glycémie.

L'arbre véritable est une très bonne source de potassium.





6^{ème} édition du Village Alternatiba

EXPOSITIONS

29 exposant-es

Action

naid, Centre socioculturel Lakou Grandchimen, Cléanise Phat, Concert'Action, Coopérative des Citoyens pour le Développement Communautaire, Coordination pour des Actions en Santé et en Développement d'Haïti, Décision produits verts, Fondation pour le Développement et le Renforcement des Initiatives de Base, Groupe d'Action Francophone pour l'Environnement, Groupe local Alternatiba Bassin-Zim, Groupe local Alternatiba Capotille, Groupe local Alternatiba Carice, Groupe local Alternatiba Léogane, Groupe local Alternatiba

Mombin-Crochu, Groupe local Alternatiba Mont-Organisé, Groupe local Alternatiba Trou-du-Nord, Groupe local Alternatiba Vallières, Jardin de Baja, La Faune et La Flore Production, Organizasyon Fanm an Aksyon pou Devlopman Silvès, Organisation des Groupements de Paysans pour le Développement de La Victoire, Organisation pour le développement des femmes émancipées d'Haïti, Panier paysan, Rezo Kominal Fanm Kapoti, Sant pou la Kilti ak Devlopman Karis, Service Jésuite aux Migrants, SOIL, Tèt Kole Ti Peyizan Ayisyen, Union Coopérative Planteur Café Nord-Est







Mouvement national citoyen pour le climat Alternatiba Haïti



6^{ème} édition du Village Alternatiba

ANIMATIONS

Association nationale des Scouts d'Haïti (jeux)

Organisation pour le développement des femmes
émancipées d'Haïti (danses et chants)

Sant Kiltirèl pou Devlòpman Karis (démonstration de
Trese riban)

...

280 personnes





MARCHE POUR LE CLIMAT ET L'ENVIRONNEMENT

Ce 21 septembre 2025, les citoyen-nes exigent le renoncement au projet d'exploitation d'une mine d'or par la compagnie canadienne Unigold au Nord-Ouest de la République dominicaine, à la frontière avec Haïti.

Ils exigent également la stricte application de l'arrêté de 10 juillet 2013 qui interdit les produits en polystyrène expansé en Haïti.

800 personnes
(estimation)





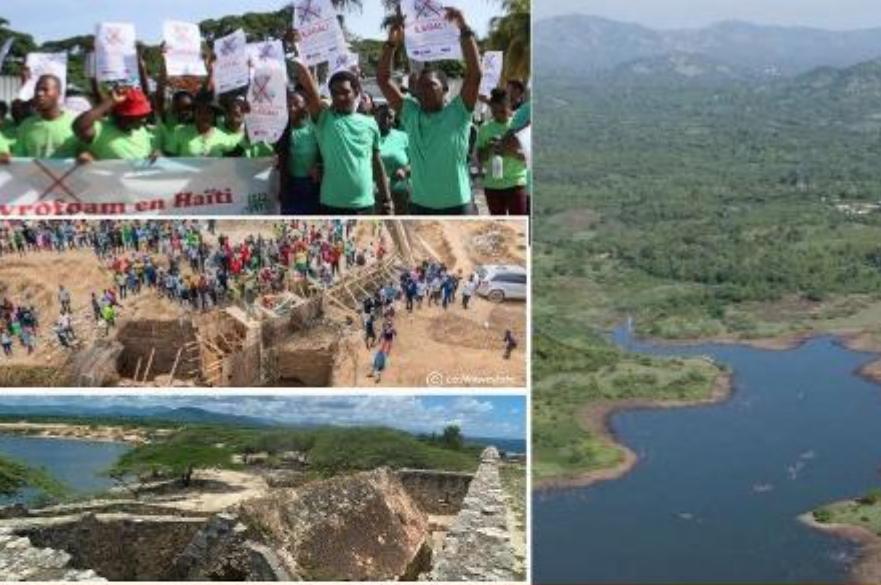


Remerciements

La sixième édition du Village des alternatives pour le climat en Haïti n'aurait pas pu être organisée sans le soutien des partenaires du GAFE mais aussi de la centaine de bénévoles qui s'est donnée sans compter pour la réussite de l'évènement: Association des Jeunes Intégrés pour le Développement de Vallières, Association Nationale des Scouts d'Haïti (Cap-Haïtien), Broederlijk Delen, Evanjelizasyon Sante Kominote, Groupe local Alternatiba Baille-Tourrible, Groupe local Alternatiba Belladère, Groupe local Alternatiba Cap-Haïtien, Groupe local Alternatiba Lascahobas, Groupe local Alternatiba Mirebalais, Groupe local Alternatiba Ouanaminthe, Radio Massacre, Rezo Jèn pou yon Lòt Ayiti, Sant Kiltirèl pou Developman Karis, Service Jésuite aux Migrants, Tèt Kole Ti Peyizan, Un Enfant Par La Main







6^e édition

Village Alternatiba

19 au 21 sept. 2025

Parc Manquette
Ouanaminthe

Changeons le système, pas le climat!

